

Mais où va la Guinée ?

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Alors que le pays compte encore ses morts après les premières manifestations contre un éventuel troisième mandat d'Alpha Condé, les pistes de sortie de crise politique se font rares.

Par [Viviane Forson](#)

La Guinée semble s'enfoncer dans l'instabilité. Au moins cinq manifestants et un gendarme ont été tués lundi dans des heurts entre les forces de sécurité massivement déployées dans la capitale Conakry et des milliers d'opposants à un éventuel troisième mandat de l'actuel président Alpha Condé, rapporte l'AFP dans un dernier bilan. Alors que le pays compte encore ses morts, les sources surgissent de toutes parts, rendant difficile le travail de vérification des chiffres tant les images et les vidéos circulent rapidement de plusieurs endroits à l'intérieur du pays et à l'extérieur aussi.

Appel à manifester

Ce que l'on sait, c'est que des milliers de Guinéens sont descendus dans les rues lundi et mardi à l'appel d'un collectif d'opposition et de la société civile. D'après de nombreux témoignages publiés sur les réseaux sociaux ou les médias, des violences ont émaillé les différents cortèges. L'Agence France-Presse relate que « des centaines de jeunes très mobiles ont érigé des barricades, brûlé des pneus et lancé des pierres sur les policiers et gendarmes à nouveau massivement déployés à Cosa, Koloma ou encore Bambéto,

quartiers périphériques de la capitale et fiefs de l'opposition ». Ajoutant que le bilan « des heurts s'est encore alourdi, passant à cinq manifestants tués après la mort d'un chauffeur de 27 ans, atteint par balle à l'abdomen, selon le médecin qui l'a traité et son père ». Les autorités ont fait état, elles, de deux morts, dont un gendarme.

En effet, le gouvernement avait prévenu qu'il ne céderait « pas le moindre centimètre carré au règne de l'anarchie ». Le ministre de l'Intérieur, le général Bouréma Condé, a indiqué que la mobilisation s'était limitée à « quelques regroupements et échauffourées ». Plusieurs personnes ont été arrêtées et « les forces de l'ordre maîtrisent globalement la situation », a-t-il dit dans un communiqué. Et pourtant c'est une tout autre histoire que racontent plusieurs Guinéens.

« Comme d'habitude, des forces de sécurité ont débarqué à Conakry en partance de Kindia pour aller réprimer les manifestants à Conakry, plus particulièrement dans la banlieue de la commune de Ratoma, Hambdallaye, Bambéto, Cosa, Sonfonia, etc. Il faut également souligner que les acteurs politiques sont confinés chez eux par la police et la gendarmerie ; des acteurs de la société civile (membre du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), dont Abdourahmane Sano (coordinateur de la PCUD et du FNDC) ; Sékou Koundouno (coordinateur du Balai Citoyen), Alpha Soumah (Bill de Sam, membre de l'UFR), Ibrahima Diallo, Badra Koné (2e vice-maire de la commune de Matam, Malal Diallo (l'un des responsables du mouvement politique MoDeL, Élie Kamano (artiste) ont été arrêtés manu militari dans leurs domiciles pour certains, et d'autres lors des manifestations. Tout cela, sans compter les jeunes manifestants arrêtés à Conakry et à l'intérieur du pays », explique au Point Afrique Bah Oumar Rafiou, un agent administratif membre actif de la société civile actuellement basé en Belgique. Photos et vidéos reçues depuis son pays d'origine, ce dernier a confié que les Guinéens se préparaient depuis un long moment à de telles

actions.

« Lors de son dernier séjour aux États-Unis, le chef de l'État, Alpha Condé, avait exprimé sa volonté de changer la Constitution en appelant ses militants à se préparer pour le référendum et les législatives, alors qu'il avait instruit son Premier ministre à mener des consultations afin de donner l'opportunité aux acteurs politiques, organisations de la société civile et syndicats d'exprimer leurs avis sur la Constitution », poursuit-il. « Mais les principaux acteurs politiques ont refusé de participer parce qu'ils estiment que c'est légitimer un projet qu'ils considèrent être une farce », conclut-il.

Éventuel troisième mandat

En effet, la tension n'a cessé de monter depuis l'appel à la manifestation lancé il y a une semaine par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Cette coalition rassemblant des partis d'opposition, des syndicats et des membres de la société civile s'oppose résolument à une révision de la Constitution évoquée par le pouvoir. Elle permettrait à Alpha Condé de se présenter pour un troisième mandat, alors que la Constitution en limite le nombre à deux.

L'opposition s'attend à ce qu'il officialise bientôt la tenue d'un référendum constitutionnel. Elle dénonce un projet de coup d'État institutionnel et la dérive « dictatoriale » de celui qui fut lui-même un opposant historique ayant connu la prison pour son engagement contre différents régimes autoritaires, avant de devenir le premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'Ouest.

Le point de départ de ces mobilisations ? L'appel du président Alpha Condé à devoir réécrire la Constitution actuelle après des consultations générales. Mais pas seulement. Le contexte est très complexe, puisque l'article 27 de la Constitution

guinéenne indique que « la durée du mandat présidentiel est de cinq ans, renouvelable une fois. En aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels, consécutifs ou non. » Seulement, Alpha Condé, élu une première fois en 2010 puis réélu en 2015, achèvera son deuxième et dernier mandat en 2020. Il lui est impossible de modifier l'article 27 en cas de révision constitutionnelle, car « le nombre et la durée des mandats du président ne peuvent faire l'objet d'une révision » (article 154). Reste alors, pour le dirigeant guinéen, la possibilité de réécrire une nouvelle Constitution ensuite, de faire accepter ce projet par le Conseil constitutionnel, en passant par l'avis consultatif des députés, puis d'organiser un référendum afin que le peuple valide le texte.

Un contexte explosif

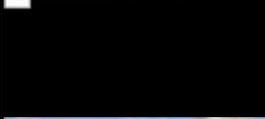
Plusieurs facteurs expliquent la dégradation de la situation en Guinée : d'une part, malgré une amélioration par rapport aux sombres régimes précédents, des dizaines de manifestants ont été abattus par les forces de sécurité depuis l'accession du président Alpha Condé à la présidence en 2010. Plusieurs policiers et gendarmes ont été tués par des manifestants. Depuis plus d'un an, le gouvernement interdit de fait les manifestations de rue, dit l'ONG Human Rights Watch. « Étant donné leur bilan désastreux [en termes de respect des libertés, NDLR], les autorités doivent prendre des mesures immédiates pour briser le cycle de la violence avant qu'il n'échappe à tout contrôle », a dit Amnesty International dans un communiqué.

[Le Point](#)

[En images] la matinée du 14 octobre : La Guinée dit NON à la naissance d'une nouvelle dictature

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019





Libérez-les









Guinée: les forces de l'ordre dispersent des rassemblements à Conakry

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Les forces de sécurité guinéennes déployées massivement à

Conakry ont dispersé des rassemblements en cours de formation à plusieurs endroits de la capitale lundi matin, à l'aube d'une journée de mobilisation politique à hauts risques, a constaté un correspondant de l'AFP.

Aux premières heures d'une journée de mobilisation des opposants à un éventuel troisième mandat du président guinéen Alpha Condé, deux journalistes internautes ont fait état auprès d'un correspondant de l'AFP de deux jeunes blessés par balles dans un des quartiers de la capitale, sans que ces informations aient pu être confirmées par ailleurs.

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), une coalition rassemblant des partis d'opposition, des syndicats et des membres de la société civile, a appelé les Guinéens à descendre dans la rue ce lundi à partir de 06H00 pour s'opposer à une révision de la Constitution évoquée par le pouvoir.

Elle permettrait à Alpha Condé, 81 ans, de se présenter fin 2020 pour un troisième mandat, alors que la Constitution en limite actuellement le nombre à deux.

La tension n'a cessé de monter ces derniers jours, avivant l'inquiétude dans un pays où les manifestations prennent communément une tournure violente. Les autorités ont fait arrêter une vingtaine de membres de la société civile et de l'opposition depuis samedi, selon le FNDC.

Les policiers et les gendarmes se sont déployés massivement dans la capitale, intervenant pour couper court à toute velléité de rassemblement, a constaté un correspondant de l'AFP.

A Cosa, un des quartiers chauds de la capitale et fief de l'opposition, les gendarmes ont tiré des grenades assourdissantes et lacrymogènes contre des partisans du FNDC qui commençaient à converger.

Guinée: les membres du FNDC interpellés toujours en détention

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Les principales figures du Front national pour la défense de la Constitution, en Guinée, sont toujours détenues. Au moins six hommes ont été interpellés, samedi matin et leur avocat ne sait toujours pas où ils se trouvent.

Où les leaders du FNDC interpellés ont-ils été emmenés ? C'est la question que se pose leur avocat. Maître Salifou Béavogui ne les a pas vus depuis qu'ils ont été emmenés, samedi soir 12 octobre au soir après avoir été interrogés par la police judiciaire.

« Depuis hier, nous ne savons pas où ils se trouvent, nous sommes très inquiets. Est-ce qu'ils sont en train de les réinterroger ? Qu'est-ce qu'il se passe ? Nous quittons clairement le droit pour entrer dans une situation de non-droit », déplore l'avocat.

Selon les autorités guinéennes, ces interpellations se sont produites dans le cadre d'une procédure judiciaire ouverte

suite à une dénonciation des ministres de la Sécurité et de l'Administration du territoire après les appels à la mobilisation, lancés par des membres de la société civile.

Aucune lettre d'intention rédigée selon le gouvernement

Les autorités précisent que les rapports d'enquêtes doivent être remis ce lundi 14 octobre au procureur, qui décidera de la suite à donner à la procédure.

Le porte-parole du gouvernement, Aboubacar Sylla, explique que les manifestations sont autorisées en Guinée, mais dans certaines conditions. *« Il faut faire une déclaration d'intention au niveau des autorités locales qui sont concernées par le droit de manifestation. On doit définir, s'il s'agit d'une marche, quel est son itinéraire et quel est son objectif, explique-t-il. En ce qui concerne les manifestations projetées au 14 octobre, aucune lettre d'intention n'a été rédigée ».*

Le FNDC appelle à la mobilisation à partir de ce lundi contre **un éventuel 3e mandat du président Alpha Condé**. Aboubacar Sylla précise que la sécurité sera assurée par des éléments de la police et de la gendarmerie, uniquement équipés d'armes conventionnelles de maintien de l'ordre, comme des matraques ou du gaz lacrymogène. Les militaires, eux, ont reçu l'ordre de rester cantonnés dans les casernes.

[RFI](#)

L'opposition guinéenne se

retire de l'Assemblée nationale

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Les députés d'opposition en Guinée ont décidé vendredi 11 octobre de «suspendre leur participation aux travaux de l'Assemblée nationale» pour protester contre l'ambition prêtée au président Alpha Condé de faire réviser la Constitution pour briguer un troisième mandat, à trois jours de manifestations considérées à haut risque.

Les 53 députés d'opposition, sur les 114 que compte l'Assemblée, ont dénoncé dans une déclaration conjointe la «volonté mainte fois exprimée par les autorités de ce pays d'élaborer une nouvelle Constitution pour se maintenir au pouvoir». Alpha Condé, 81 ans, dont le deuxième mandat s'achève en octobre 2020, a souvent contesté la pertinence de la limitation du nombre de mandats en Afrique – deux maximum en Guinée. Son premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, lui a transmis mercredi la synthèse des consultations menées ces dernières semaines sur une possible révision de la Constitution, qualifiées de «mascarades» par l'opposition, qui les a boycottées. L'opposition s'attend à présent à ce que le président officialise la tenue d'un référendum pour valider un changement de Constitution ouvrant la voie à un troisième mandat. Fin septembre, Alpha Condé avait demandé aux Guinéens de s'y «préparer». Les députés d'opposition jugent par ailleurs «illégal» et «techniquement intenable» l'organisation d'élections législatives, fixées au 28 décembre.

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), dont font partie les principales formations d'opposition, aux côtés de syndicats et de membres de la société civile, a appelé à manifester à travers le pays à partir de lundi. Le Front recommande également aux compagnies minières, banques, usines, stations-service et aux autres entreprises publiques et privées de «*suspendre toute activité durant les manifestations, en vue d'éviter tout incident dommageable*». Selon l'opposition, une centaine de manifestants ont été tués par les forces de l'ordre depuis l'arrivée au pouvoir d'Alpha Condé en décembre 2010. Les autorités font pour leur part état d'une douzaine de policiers ou militaires tués lors de manifestations au cours de cette période. En réaction à l'appel à manifester, le ministre de l'Administration du territoire, le général Bouréïma Condé, a «*mis en garde tous les fauteurs de troubles*» et prévenu que les services de sécurité ne cèderaient «*pas le moindre centimètre carré au règne de l'anarchie*».

[AFP/Figaro](#)

**Pas de Référendum ! Pas de
3ème Mandat ! Le FNDC appelle
les guinéens à des
manifestations à partir du
lundi 14 Octobre 2019**

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Dans une déclaration rendue publique au sortir d'une plénière ce lundi 07 octobre 2019, le **Front national pour la défense de la constitution (FNDC)** « appelle les guinéens à des manifestations à partir du lundi 14 Octobre 2019, tant sur le territoire national qu'à l'étranger. »

Déclaration (*vidéo* ©*Guineematin*)

<http://www.guineepolitique.com/wp-content/uploads/2019/10/FNDC-appelle-à-des-manifestations.mp4>

L'intégralité de la déclaration (*photos* ©*Ledjely*)



Front National pour la Défense de la Constitution

Déclaration N°022/FNDC/2019

Le FNDC se réjouit de n'avoir pas pris part à la mascarade déguisée sous le label de "consultations" qui n'était autre qu'une nouvelle manœuvre dilatoire destinée à servir d'alibi pour légitimer le processus de Coup d'Etat constitutionnel entrepris par le pouvoir guinéen.

Pendant que la farce se déroulait à la Primature à Conakry, M. Alpha CONDE récompensait par le mépris ceux qui ont répondu naïvement à son appel, en annonçant à New York, sa décision sur le 3ème mandat, sans même attendre pour la forme, l'issue des "consultations" qu'il a ordonnées dans une adresse solennelle à la nation.

Maintenant que M. Alpha CONDE a exprimé publiquement le 23 septembre 2019 sa décision de faire un Coup d'Etat constitutionnel aux conséquences néfastes pour la Guinée et pour la Sous-Région, le FNDC lance un appel à la mobilisation de tous les guinéens pour faire barrage à ce macabre projet des ennemis de notre Pays.

C'est pourquoi le FNDC appelle les guinéens à des manifestations à partir du lundi 14 Octobre 2019, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Rappelant l'appel lancé par M. Alpha CONDÉ le 24 mars 2019, demandant à ses partisans de se "préparer à l'affrontement" si les démocrates refusaient le débat autour de son projet de 3^e Mandat, le FNDC invite le Peuple à la vigilance. Il rendra M. Alpha CONDE responsable de toute violence contre les citoyens et leurs biens durant ces manifestations dont l'unique but est de défendre pacifiquement la Constitution de Mai 2010.

Dans le souci de prévenir les risques d'affrontements liés aux menaces publiques proférées par M. Alpha CONDE et ses proches, le FNDC :



Front National pour la Défense de la Constitution

- Appelle le Peuple de Guinée à se mobiliser massivement et partout en vue de grandes manifestations républicaines pour exprimer son opposition totale au projet de 3^{ème} Mandat, tout en demeurant vigilant afin de ne pas céder aux éventuelles provocations et intimidations;
- Conseille vivement aux opérateurs économiques ainsi qu'aux sociétés établies sur le territoire guinéen, de s'abstenir de toute activité à partir du 14 Octobre 2019 ;
- Invite tous les citoyens détenteurs d'engins roulants privés ou publics à une extrême prudence en les immobilisant ;
- Demande particulièrement aux compagnies minières, aux banques, usines, stations de vente de carburant et aux autres entreprises publiques et privées de suspendre toute activité durant les manifestations, en vue d'éviter tout incident dommageable;
- Appelle les ouvriers et tous les corps de métiers à observer cet appel patriotique pour éviter tout risque regrettable.

Le FNDC remercie les Institutions Internationales et les Gouvernements de pays amis qui ont mis en garde M. Alpha CONDE contre les risques de son dangereux projet.

Tous les membres du FNDC, organisations de la société civile, syndicats, partis politiques, mouvements de femmes et de jeunes, organisations socioprofessionnelles, associations d'artistes, étudiants et élèves, citoyens engagés et autres, sont invités à commencer dès cette déclaration, à se mobiliser et à mobiliser les populations pour le succès des manifestations contre le 3^{ème} Mandat.

Le FNDC félicite toutes ses antennes de l'intérieur et de l'extérieur du Pays pour le travail déjà accompli en vue de sauver la Patrie. Il les invite à resserrer les rangs autour de notre idéal de démocratie pour encore plus de mobilisation et de détermination, jusqu'à la victoire finale.



Front National pour la Défense de la Constitution

En fonction de l'évolution de la situation, des consignes précises seront données en vue d'une meilleure coordination de nos actions en Guinée et à l'étranger.

Que nul ne recule devant l'arrogance, les intimidations et la répression, armes ultimes des imposteurs, qui montreront rapidement leurs limites. C'est à ce prix seulement que nous libérerons notre Pays des clans mafieux, et empêcherons toute velléité de confiscation de notre Démocratie et de nos libertés.

Pas de Référendum ! Pas de 3^{ème} Mandat ! Pas de Coup d'Etat Constitutionnel !

Vive l'alternance démocratique et apaisée !

Ensemble Unis et Solidaires Nous Vaincrons !

Conakry, lundi 07 octobre 2019

SCAN : « Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. » Kémoko Touré

écrit par GuineePolitique© | 15 octobre 2019



Kémoko Touré, ancien DG de la CBG, Ecrivain (octobre 2019)

« Les monstres des différentes générations, après avoir envoyé leurs enfants pour étudier à l'étranger avec le produit des détournements, tentent aujourd'hui de les faire revenir dans leurs pays respectifs d'origine pour les installer aux commandes de l'Etat et du secteur privé et ce, dans le seul souci de s'assurer une sortie honorable et une impunité à vie. Ces jeunes qui ne sont pas responsables des actes anti-patriotiques de leurs parents doivent faire attention au jugement de l'Histoire en refusant de poursuivre le processus de destruction engagé par leurs géniteurs. »

« Aux responsables de tous bords politiques d'aujourd'hui, à commencer par ceux qui sont en responsabilité, je dis clairement que vous ne pouvez pas passer votre temps à parler de paix et de concorde nationale lorsque les actes posés au quotidien montrent que vous préparez une guerre fratricide. Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. Il faut en outre civiliser les rapports avec le souci exclusif d'éradiquer les causes de la pauvreté endémique des populations. »

[Lire la source : Ledjely](#)



Abdourahamane Sanoh, coordinateur national du FNDC, ancien ministre (octobre 2019)

« Les promoteurs du troisième mandat, le président en tête, veulent brûler le pays. Nous, on n'est pas prêts à les laisser faire. »

« On s'en fout des PA ([Points d'Appui](#)), on s'en fout de l'interdiction des manifestations. La constitution nous consacre le droit de manifester. »

[Lire la source : Visionguinee](#)



Faya Millimouno, président du Bloc Libéral (BL) (octobre 2019)

« En ce moment-même, nous connaissons le plus grand défi politique de notre histoire postcoloniale, la pratique de la pseudo-démocratie sous le régime du président Alpha Condé. Cette pseudo démocratie s'exprime par la pression que le régime exerce sur la presse, limitant ainsi la liberté d'expression ; la pratique de la fraude à grande échelle au cours des consultations électorales ; la confiscation du pouvoir dans les mains d'un seul homme, assujettissant ainsi les législatives et le Judiciaire. »

« Chaque peuple, comme l'a dit Frantz Fanon, a une mission historique à accomplir. Le peuple de Guinée est en ce moment à la croisée de son chemin politico-historique ; il ne doit rester ni silencieux ni passif. Il doit absolument déjouer activement le coup d'État « civil » ourdi par le régime actuel et ses acolytes. L'heure de la lutte de la démocratie contre la dictature a sonné. »

[Lire la source : Mediaguinee](#)

*Un scan réalisé par **Sékou Chérif Diallo***